

# الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MISSION PERMANENTE  
AUPRÈS DE L'OFFICE DES NATIONS UNIES  
ET DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES  
EN SUISSE



البعثة الدائمة  
لدى مكتب الأمم المتحدة  
والمنظمات الدولية بسويسرا

## EXAMEN PÉRIODIQUE UNIVERSEL

15<sup>ème</sup> session du Groupe de travail  
Genève, 21 janvier - 11 février 2013

-----

Examen périodique universel  
de la France

-----

Déclaration de la délégation algérienne

-----

Genève, 21 janvier 2013

## **M. le Président,**

Ma délégation souhaite la bienvenue à la délégation française et salue son engagement dans l'EPU, ce qui renforce cet outil universel très utile pour la promotion et la protection des droits de l'homme dans le monde, loin de la politisation et de la confrontation.

Nous faisons écho aux préoccupations sur la persistance en France de manifestations de discrimination à l'égard de personnes appartenant à des minorités nationales, ethniques et raciales, d'atteintes à la liberté de religion, de violences à l'encontre des femmes et d'érosion du droit à la vie de famille.

Des préoccupations continuent de s'exprimer à l'égard de la non jouissance par de larges franges de la population issue de l'immigration de certains droits économiques, sociaux et culturels, notamment les droits au travail, à un niveau de vie suffisant, à l'éducation et à participer à la vie culturelle de la communauté.

Nous nous demandons si les réserves aux traités ratifiés par la France, notamment la Convention sur l'élimination de la discrimination raciale, n'en réduisaient pas la mise en œuvre au plan national.

Nous espérons que le discours politique et médiatique stigmatisant et les comportements discriminatoires de représentants de la loi disparaissent à la faveur du nouveau Plan national d'action contre le racisme et l'antisémitisme.

Nous espérons que la politique migratoire envisagée permette la préservation de la diversité culturelle, une plus grande protection des droits économiques, sociaux et culturels et une meilleure participation dans la vie publique de toutes les composantes de la société.

**Nous recommandons que la France :**

- 1. Donne suite aux appels réitérés pour ratifier la convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille.**
- 2. Œuvre à l'amélioration des conditions de détention, notamment au regard des taux élevés de suicide et du nombre de personnes souffrant de troubles de santé mentale en milieu carcéral.**

Je vous remercie.